

Paru le 01/04/2015

Depuis juillet 2014, l'association Bien Vivre à Toulouse Centre dénonce les problèmes liés aux nuisances sonores au centre-ville de Toulouse. Et promet déjà des actions visibles.



Raimon Noël, vice-président de l'association Bien Vivre à Toulouse (Photo David Saint-Sernin)

L'association Bien Vivre à Toulouse Centre qui a été créée en juillet 2014 regroupe déjà plus de 150 adhérents tous concernés par la problématique des nuisances sonores au centre-ville de la Ville rose. Nous avons rencontré Raimon Noël, vice-président de l'association. Interview.

Côté Toulouse : Sur quels constats l'association a-t-elle été lancée?

Raimon Noël : Le constat est simple et partagé par tous nos membres qui sont plus de 150 : c'est que la tranquillité et la sécurité sont des soucis majeurs à Toulouse. Ils arrivent bien avant les problématiques des transports, de la santé et de l'accès à la culture quand on discute avec les Toulousains. Or, dans l'hypercentre, l'on voit bien que le cadre de vie se dégrade depuis plusieurs années et qu'actuellement la situation est pire que ce que j'ai pu vivre à Paris notamment. Face à ces désordres grandissants, l'on ressent une montée de l'exaspération.

Aujourd'hui, il y a un tapage nocturne monstre et les soucis sont partout dans le centre-ville

CT : Pire qu'à Paris...N'est-ce pas un peu exagéré ?

RN : Aujourd'hui, il y a un tapage nocturne monstre et les soucis sont partout dans le centre-ville même si les pires situations se trouvent place Saint-Pierre et rue Gabriel Péri. Et Allô Toulouse n'est pas efficace dans la plupart des cas. Pour résumer la situation, je prendrai un exemple de la vie quotidienne. Quand il y a une fuite, on dit qu'on ferme le compteur. Et bien à Toulouse, non seulement on n'a jamais fermé le compteur mais au contraire on a laissé grand ouvert le robinet. Aujourd'hui, au niveau des décibels, Toulouse, c'est Fukushima.

CT : Ce qui signifie?

RN : Cela veut dire que depuis des années, on a laissé le volume sonore augmenter dans nos rues en laissant le stock de terrasses augmenter et en continuant d'ouvrir des boîtes de nuit. Avec les conséquences sanitaires et sociales que cela a engendré puisque les troubles du sommeil sont aggravés et les arrêts de travail liés aux nuisances sonores sont de plus en plus fréquents.

Les mesures qu'il faudrait prendre ne coûtent rien, ne nécessitent pas de mettre plein de policiers dans la rue mais demandent du courage

CT : La mairie annonce une hausse de 40% des réponses aux appels en direction d'Allô Toulouse et a lancé les brigades motorisées. Comment jugez-vous ces premières réponses dans un contexte budgétaire contraint?

RN : Nous comprenons les contraintes budgétaires et nous avons aussi compris que Toulouse est en retrait sur plusieurs dossiers par rapport à d'autres villes. Avec les annonces de la mairie, on ne fait

juste que se rapprocher de la norme et même si tous les moyens devaient être mis sur la table dans les prochains mois, cela ne règlera pas les problèmes de fond. En effet, les mesures qu'il faudrait prendre ne coûtent rien, ne nécessitent pas de mettre plein de policiers dans la rue mais demandent du courage et de régler les problèmes en amont. Malheureusement, à Toulouse, on est au niveau zéro du discernement des véritables problèmes.

Il est indispensable de ramener l'heure de fermeture des bars à 1 h du matin

CT : Dans les les gros problèmes à traiter, vous pointez du doigt les terrasses des bars et des cafés. Cela signifie-t-il fermer un grand nombre d'entre-elles?

RN : Cela veut certainement dire fermer des terrasses mais pas la fermeture des 800 terrasses présentes à Toulouse. Il faut réguler en fermant une fois pour toutes les terrasses des contrevenants récidivistes qui représentent environ 2 à 3% du nombre total. En comparaison, la fermeture de trois terrasses cet hiver par la mairie, c'est de la rigolade. Il faut ensuite rappeler des règles simples. Si à partir de 22h, des gens se mettent à chahuter sur une terrasse, c'est aux gérants de bar de leur rappeler les textes. Il est indispensable de ramener l'heure de fermeture des bars à 1h du matin. Enfin, plus en amont, il faut encadrer strictement les demandes d'autorisation qui sont aujourd'hui juridiquement prises de façon discrétionnaire et sont vécues de manière arbitraire par les riverains. Cet encadrement permettra de limiter la superficie des terrasses et de revoir leur nombre en fonction de l'espace public disponible.

CT : À court terme, quelles sont vos attentes?

RN : Déjà, nous attendons une véritable écoute de la part du maire Jean-Luc Moudenc et du préfet. On veut pouvoir leur expliquer ce qui ne va pas et dénoncer des situations inacceptables dans un État de droit ou présumé l'être. C'est pour cela que nous avons sollicité un rendez-vous auprès de la mairie. Si nous n'obtenons pas ce rendez-vous, nous envisagerions alors des actions très concrètes en centre-ville, soit la disposition de banderoles sur les façades des maisons, pour dénoncer aux yeux des passants ces situations. À plus long terme, nous voulons que les citoyens-riverains puissent intégrer les commissions amenées à statuer sur les autorisations d'ouverture ou de renouvellement de bars ou établissements de nuit, quel que soit leur statut.

Il y a des retraités, des familles qui en arrivent à partir de Toulouse le week-end pour récupérer. Ils vont chez des amis, chez des grands parents dans le Gers, dans le Tarn car ils n'en peuvent plus. C'est inacceptable !

CT : Vous voudriez aussi que soient installés des sonomètres dans les rues de Toulouse...

RN : C'est en effet une proposition que nous faisons. Il s'agirait d'installer des bornes de sonomètres à proximité des lieux bruyants et sur les axes principaux pour mesurer le bruit ambiant sur des sites sensibles. Ce qui permettrait d'établir une cartographie et de sensibiliser les gérants de bars. Nous avons transmis un dossier à la maire de quartier, Julie Escudier et nous attendons sa réponse. Ces sonomètres pourraient être achetés grâce à la dotation dont dispose le maire de quartier pour améliorer le cadre de vie.

CT : Envisagez-vous de manifester au centre-ville prochainement?

RN : C'est envisagé mais nous attendons de franchir le cap des 300 adhérents ce qui sera le cas très rapidement car nos adhérents arrivent de tous les quartiers. Ils rejoignent notre association apolitique car elle affiche sa volonté de lutter contre l'insécurité publique avec des gens qui ont le sens de l'intérêt général et qui sont uniquement impliqués sur cette thématique du bruit. Les gens qui viennent chez nous ont des choses à dire et ils sont dans une très grande souffrance. Il y a des retraités, des familles qui en arrivent à partir de Toulouse le week-end pour récupérer. Ils vont chez des amis, chez des grands parents dans le Gers, dans le Tarn car ils n'en peuvent plus. C'est inacceptable !

La mairie de Toulouse étudie la possibilité de placer des sonomètres

Des sonomètres pour mesurer le bruit dans les rues de Toulouse. La proposition sérieuse de l'association Bien Vivre à Toulouse Centre est actuellement étudiée par les services de la mairie de Toulouse. *«Nous sommes en train de voir si c'est réalisable techniquement pour après envisager le chiffrage de l'achat des sonomètres, explique Julie Escudier, maire du quartier Toulouse Centre. Le problème du bruit est un problème que l'on prend très au sérieux et nous comptons bien rencontrer les riverains à ce sujet».*



David Saint-Sernin Journaliste

Source : http://actu.cotetoulouse.fr/bruit-en-ville-«-au-niveau-des-decibels-toulouse-cest-fukushima-»_10278/